



Pour le Maire et par délégation
Clément ALABERGÈRE
Directeur général adjoint des services



Acte certifié exécutoire
Arrêté parvenu en Préfecture le :
Accusé de réception de la Préfecture numéro :

Arrêté publié/notifié le : 04.02.2026
Affiché le :
Pièce annexe :

ARRETE DU MAIRE N°2026ARR5

Objet : Arrêté temporaire--Prolongation - Réglementation du stationnement - Rotation des véhicules pour la livraison du chantier de la nouvelle construction au n°32 rue Berthollet - Du mardi 3 février 2026 au jeudi 30 avril 2026 inclus - Société KOOKA

Le Maire d'Arcueil,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.22131 et L.2215.1,

Vu le Code de la Route et notamment ses articles L 325-1 à L 325-2 et suivants, R 417-10, R417-11,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I – huitième partie – signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié et septième partie,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté 2019ARR399 du 4 décembre 2019 réglementant le bruit sur le territoire communal, et notamment l'article 10 : dérogations portant sur les chantiers et travaux bruyants « En dehors des heures et jours autorisés à l'article 9,

Vu le règlement de voirie du Grand-Orly Seine Bièvre,

Vu la demande de prolongation, le jeudi 15 janvier 2026 de l'arrêté 2024ARR123 du 9 juillet 2024, de la société KOOKA, portant sur une demande d'autorisation de stationnement pour permettre les livraisons du chantier de la nouvelle construction au n°32 rue Berthollet, du mardi 3 février 2026 au jeudi 30 mai 2026 inclus,

Considérant qu'il est nécessaire d'établir un arrêté de réglementation de stationnement et du cheminement des piétons,

Considérant qu'il convient de prévenir tout accident et garantir la sécurité.

ARRETE :

Article 1 : Prolongation de l'arrêté 2024ARR123 du 9 juillet 2024, portant sur la rotation des véhicules pour la livraison du chantier de la nouvelle construction au n°32 rue Berthollet.

Article 2 : Du mardi 3 février 2026 au jeudi 30 mai 2026 inclus, le stationnement sera interdit sur 4 places de stationnement (20 mètres) en face du n°30 jusqu'au n°34 rue Berthollet, selon le barriérage mis en place par la société.

Le non-respect de l'interdiction de stationner sera considéré comme gênant au titre de l'article R417-10 du Code de la route. Les véhicules laissés en stationnement seront immédiatement retirés et mis en fourrière selon les conditions prévues aux articles L325-1 et 325-2 du Code de la route.

Article 3 : Selon la période indiquée dans l'article 1, les piétons seront déviés sur le trottoir opposé depuis les passages piétons existant.

Article 4 : La Société KOOKA – 204 rue Henri de France – 77124 VILLENROY - en charge des travaux est tenue de :

ARRETE N°2026ARR5

Nature de l'acte :Autres domaines de competences des communes
Service : Pôle Intervention Technique Service cadre de vie

- Assurer une communication auprès des usagers,
- Afficher le présent arrêté conformément à la réglementation en vigueur,
- Maintenir l'affichage du présent arrêté durant toute la durée de l'intervention,
- Assurer la continuité et la sécurité du cheminement des piétons en toutes circonstances,
- Mettre en place la signalisation routière réglementaire pour la suppression de la voie de circulation,
- Maintenir en bon état de propreté les abords du stationnement,
- Remettre à l'identique le mobilier urbain et les marquages qui auraient été endommagés lors des installations.

Article 5 : Le présent arrêté sera notifié à la Société KOOKA.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Commandant des Sapeurs-Pompiers de Montrouge,
- Monsieur le Commissaire Principal de Police de Cachan,
- Monsieur le Commissaire Principal du Kremlin-Bicêtre,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Créteil,
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Val-de-Marne,
- Monsieur le Président de l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre,
- Service des Déchets de l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre,
- Service transports et déplacements de l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre,
- RATP de Créteil,
- Police municipale,
- Conseil Départemental du Val-de-Marne,
- Madame la Directrice Générale des Services de la ville d'Arcueil.

Article 7 : Le Maire :

- Certifie le caractère exécutoire de cet arrêté compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa publication ou de sa notification.
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire d'Arcueil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage ou de sa publication ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou de la publication ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet.

Fait en Mairie, le **04.02.2026**
Le Maire



The image shows a circular official stamp of the Mairie d'Arcueil. The stamp contains the text 'MAIRIE D'ARCEUIL' at the top, '1700' in the center, and 'Mairie' at the bottom. Overlaid on the stamp is a large, dark, handwritten signature.

Pour le Maire et par délégation
Clément ALABERGÈRE
Directeur général adjoint des services